

M. TURGEON: Je ne saurais promettre d'être aussi bref que le ministre des Finances l'a été dans son exposé budgétaire. Je ne suis pas assez maître des faits et des chiffres pour dire beaucoup de choses en peu de mots.

De plus, je me propose de traiter plusieurs sujets que n'a pas mentionnés l'exposé budgétaire, mais qu'il aurait dû embrasser, selon moi. Bien que celui qui dirige nos délibérations remplisse à juste titre des fonctions internationales, il a aussi des devoirs à accomplir au Canada, car nous ne sommes pas censés négliger nos devoirs nationaux pendant que nous combattons pour l'empire.

Le ministre des Finances a tenté d'établir la grande prospérité du pays par un relevé des exportations et des importations. Il a démontré que, durant l'exercice clos le 31 mars 1917, l'ensemble des entrées et des sorties s'est chiffré par \$2,043,000,000, et il a aussi fait connaître le chiffre du revenu des quatre dernières années. Pendant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 1917, le revenu s'est élevé à \$232,000,000 dont \$134,000,000 provenaient de la douane, \$34,000,000 de l'accise et \$12,500,000 de l'impôt sur les profits d'affaires qui, le ministre des Finances en caressait l'espoir, se monteraient à \$15,000,000 à l'expiration de la période des relevés de compte.

Avec ce revenu, le ministre a soldé les dépenses ordinaires et les dépenses imputables sur le capital de l'année écoulée, et il a pu appliquer \$60,000,000 à l'extinction de notre dette de guerre, soit environ 10 p. 100 de cette dette jusqu'à présent.

Avant l'ouverture des hostilités, la dette nationale s'élevait à \$336,000,000, au dire du ministre des Finances. Elle est maintenant rendue à \$900,000,000 et elle atteindra probablement \$1,200,000,000 avant la fin de l'exercice financier. Le ministre nous dit que l'aspect le plus frappant de la situation consiste dans l'accroissement de nos échanges internationaux. Et il les porte à \$2,043,000,000 pour l'exercice du 31 mars dernier. Il ne nous a pas donné un relevé des importations et des exportations, déclarant qu'il préférerait citer ces chiffres en comité.

Cependant, le solliciteur général (M. Meighen) nous dit qu'en 1916, nous avons vendu à l'étranger des marchandises qui valaient \$1,178,000,000 et que nous avons acheté hors du pays des articles d'une valeur de \$864,500,000, soit un excédent d'exportations de \$314,000,000, comparativement aux importations. Il nous apprend aussi que nos ventes de munitions peuvent être

estimées à \$300,000,000, et il ajoute que, même en défalquant cette somme, nos exportations s'élèveraient à \$878,000,000.

Mais il faut aussi faire entrer en ligne de compte le grand renchérissement qui s'est produit depuis la guerre.

Nous constatons qu'en 1916, nos exportations de farineux alimentaires en Grande-Bretagne valaient \$198,281,735, tandis qu'en 1915, elles valaient \$113,140,435, soit une augmentation de \$81,141,300 en 1916. Pourtant la quantité de céréales exportées cette année-là n'a guère dépassé celle de l'année précédente. Ce qui démontre que l'accroissement des prix a augmenté la valeur de ces exportations. Si les prix d'avant la guerre prévalaient encore, la valeur de nos exportations serait représentée par un chiffre beaucoup plus faible.

Le ministre des Finances a considéré le fort volume de notre commerce extérieur comme un indice de la prospérité nationale. Pendant les vacances parlementaires, maints députés conservateurs, adressant la parole dans leurs circonscriptions respectives, ont cité ces calculs comme une preuve que le pays est plus prospère que jamais. Je ne doute pas qu'ils fussent de bonne foi lorsqu'ils ont communiqué ces chiffres à leur électeurs et tiré cette conclusion. Cependant, si nous recherchons la source de cette prospérité, je prétends qu'un vrai chrétien n'a pas lieu de s'en réjouir, tandis que l'esprit de l'économiste s'assombrit à la pensée de l'ère de transition que notre patrie devra traverser lorsque les clairons annonceront la paix et que nous devons chercher à mettre nos industries et notre commerce sur un pied de stabilité.

Tout l'hiver j'ai observé dans ma ville le mouvement des trains de munitions en route pour nos ports d'hiver de Saint-Jean et Halifax. Mais j'ai dû constater que pour chaque train qui passait sur nos voies, les Allemands en avaient dix contenant des armes et des munitions destinées à combattre les fils du Canada et les soldats des Alliés. Et je disais à mes voisins: ces wagons ne sont pas des signes de progrès, de prospérité et de bonheur, mais de souffrance et de deuil universel.

De sorte qu'il ne faut pas prendre les chiffres de nos exportations actuelles d'armes et de munitions destinées à fabriquer et à charger ces armes comme un criterium de notre prospérité future, mais il nous faut songer à l'avenir et ne pas nous contenter des conditions présentes qui ne sont, nous le savons, que temporaires. Comme tout vrai Canadien, nous voulons payer la dette qui va toujours grandissant par suite de la

[Le très hon. sir George Foster.]